



Disponible en ligne à l'adresse Web: <http://www.unep.ch/etb/publications/etbInforBul.php>

**Numéro 34**  
**4ème trimestre 2009**

## Sommaire

### 1. Economie verte

- L'Initiative EEB livre ses recommandations à l'attention des responsables politiques nationaux
- Conférence internationale sur les projets de bioénergies durables en Afrique: obstacles et possibilités en matière de financement, 29 septembre-1er octobre 2009, Dakar, Sénégal
- Le partenariat entre l'Initiative EEB et l'Inde renforcé à l'événement de New Delhi du 13 octobre 2009
- 3ème Forum mondial de l'OCDE: « Statistiques, connaissances, politiques », 27-29 octobre 2009, Pusan, Corée
- « Toward a Sustainable Low Carbon Society-Green New Deal and Global Change » (Nouveau pacte vert mondial et changement mondial pour une société durable à faible intensité de carbone), 4-5 novembre 2009, Hokkaido, Japon
- Forum international sur l'Economie verte en Chine, 6-7 novembre 2009, Beijing, Chine
- 1ère réunion d'examen du Rapport sur l'économie verte, 17-18 novembre 2009, Genève, Suisse

### 2. Commerce durable

- Commerce, urbanisation et environnement, 29-30 octobre 2009, Beijing, Chine
- Brevets et énergie propre: jeter un pont entre les données scientifiques et les politiques; un premier regard porté sur la

méthodologie et les résultats, 1er décembre 2009, Genève, Suisse

- Démarrage de la phase de mise en œuvre de l'Initiative Commerce et Biodiversité du PNUE dans 5 pays ACP

### 3. Subventions aux pêcheries

- Nouvelle publication du PNUE sur la certification et la pêche responsable: « Certification and Sustainable Fisheries »
- Nouveau court-métrage du PNUE: « Caught Out...The Way Forward For Fisheries Subsidies »
- Réunion informelle sur les critères de durabilité à appliquer aux subventions aux pêcheries dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes: « Sustainability Criteria for Fisheries Subsidies: The Latin American and the Caribbean Context », 23 septembre 2009, Genève, Suisse
- Projection du film: « The End of the Line », et du nouveau court-métrage du PNUE, 25 septembre 2009, Genève, Suisse

### 4. Evaluation intégrée

- Collaboration conjointe entre le PNUE et l'Université Aydin d'Istanbul, Turquie
- 30e Conférence annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts (IAIA) relative au passage à l'économie verte, Genève, Suisse, 6-11 avril 2010

### 5. Agriculture biologique

- Intérêt mondial porté au premier cours de formation en ligne sur la production et l'exportation fructueuses de produits biologiques

# Nouveaux bulletins et publications

## Brèves du PNUE sur l'Initiative pour une économie verte

### [Agriculture - A Catalyst for Shifting to a Green Economy](#)

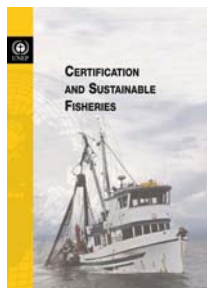
(la question de l'agriculture comme catalyseur pour passer à l'économie verte)

### [Cities and Green Buildings - in the Transition to a Green Economy](#)

(la question des villes et des bâtiments écologiques dans le contexte du passage vers une économie verte)

### [Water - In the Transition to a Green Economy](#)

(la question de l'eau dans le contexte du passage vers une économie verte)



### [Certification and Sustainable Fisheries](#)



### [Caught Out...The way forward for fisheries subsidies](#) sur YouTube

### [The End of the Line](#) sur YouTube (pour découvrir la bande annonce)

### [Global Green New Deal - An Update for the G20 Pittsburgh Summit](#)

(une mise à jour du Nouveau Pacte vert mondial pour le Sommet du G20 de Pittsburgh)



Document de l'EEB « [Climate Issues Update](#) » (disponible en anglais seulement)  
(devant servir de support à l'examen du rôle des écosystèmes et de la biodiversité dans le débat sur le climat précédant la Conférence de la CCNUCC de Copenhague de décembre 2009)

## 1. Economie verte

### L'Initiative EEB livre ses recommandations à l'attention des responsables politiques nationaux

Le 13 novembre, à Bruxelles, l'Initiative Economie des écosystèmes et de la biodiversité (EEB) a diffusé le résumé des

principales recommandations qu'elle a élaboré à l'attention des responsables politiques nationaux et internationaux. Ce résumé ainsi que les chapitres détaillés sont disponibles sur le site Web de l'EEB.

La rédaction de ce volume de l'étude EEB a été coordonnée par Patrick ten Brink, directeur du bureau de Bruxelles de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IPEE). Plus d'une centaine de spécialistes provenant du monde entier ont participé à son élaboration.

Le « Rapport pour les responsables politiques » repose sur une vision globale selon laquelle, d'une part, le modèle économique dominant et le système de comptabilité de la société doivent être profondément réformés et, d'autre part, la reconnaissance de la valeur que rend l'environnement naturel à la société et la rémunération de celle-ci ainsi que les mesures à prendre pour protéger l'environnement naturel doivent constituer des priorités politiques.

De plus en plus de penseurs influents lancent des appels pour une réforme substantielle du cadre institutionnel par l'instauration de mesures telles que l'inclusion de la formation et de la destruction du capital naturel dans les comptes de la société et l'élargissement de la portée des marchés de manière à permettre les paiements pour les services rendus par les écosystèmes. Chacun de ces changements de fond permettraient de faire face, pour une large part, aux causes profondes de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes.

Le défi à relever réside, comme toujours, dans le changement et ses multiples dimensions, à savoir sa nature, son ampleur, sa vitesse et ses incidences involontaires. L'examen et la synthèse de la vaste littérature à disposition sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité effectués par l'EEB ainsi que les principaux messages et recommandations qu'elle adresse aux utilisateurs finaux constituent les nombreux éléments de l'EEB visant à ce changement.

« Nous espérons que la diffusion, dès à présent, de ce volume de l'étude EEB aidera les responsables politiques à prendre des mesures qui tiennent compte des aspects économiques de la perte de biodiversité et des services rendus par les écosystèmes. En mettant les chapitres de l'ouvrage à disposition sur le Web, nous répondons à tous ceux qui cherchent à en savoir plus sur cette question, tout en maintenant la porte ouverte aux suggestions, conformément à notre modèle d'architecture ouverte », a indiqué le responsable de l'étude Pavan Sukhdev.

Toute nouvelle recommandation qui résultera des discussions en cours sera incluse dans les chapitres finaux du « Rapport pour les responsables politiques », ainsi que le résumé qui sera publié à l'automne 2010 et renfermera les principaux résultats de l'étude.

Le « Rapport pour les responsables politiques » est accessible sur le site Web de l'EEB: [www.teebweb.org](http://www.teebweb.org)

Contacts: [mark.schauer@unep-teeb.org](mailto:mark.schauer@unep-teeb.org) et [georgina.langdale@unep-teeb.org](mailto:georgina.langdale@unep-teeb.org)

[retour au sommaire](#)

## **Conférence internationale sur les projets de bioénergies durables en Afrique: obstacles et possibilités en matière de financement**

**29 septembre-1er octobre 2009, Dakar, Sénégal**

Cette conférence, organisée par le réseau COMPETE (COMPETE network) et ENDA Tiers Monde, en partenariat avec le PNUE, a réuni plus de 70 participants provenant des organismes gouvernementaux, des organisations multilatérales, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire, africains, européens, latino-américains et nord-américains, en vue de confronter leurs expériences et de partager des exemples d'initiatives et de projets illustrant les meilleures pratiques en matière de financement des bioénergies.

La conférence visait à identifier des moyens pour surmonter les obstacles et les risques potentiels pour financer les projets de bioénergie en Afrique, ainsi qu'à dégager des voies de financement, tant aux niveaux bilatéral que multilatéral, et de l'argent provenant des échanges, des politiques et du financement des émissions de carbone. L'accent a été mis sur les projets et les initiatives qui garantissent la durabilité sociale, économique et environnementale, et contribuent au développement rural durable.

Les possibilités d'investir dans les bioénergies ont été présentées et examinées du point de vue de l'économie verte. Les participants ont noté que les investissements dans ce secteur pourraient avoir des retombées économiques et sociales importantes, en particulier dans le contexte de l'Afrique, qui bénéficie d'un potentiel important en matière de production de bioénergies.

L'absence de politiques et de cadre réglementaire permettant de créer un environnement favorable aux investissements, les contraintes techniques auxquelles les investisseurs et les concepteurs de projets sont confrontés en matière de développement de projets susceptibles de bénéficier du marché du carbone ainsi que les difficultés relatives à l'accès au financement figuraient parmi les obstacles limitant la réalisation d'un grand nombre de projets de bioénergies durables en Afrique. Néanmoins, les participants étaient d'accord sur le fait que plusieurs initiatives étaient élaborées pour soutenir les projets de bioénergies, y compris les « Practical Guidelines For Investors In Sustainable Bio-Energy in Africa ». Selon les communications orales et les discussions ayant eu lieu durant la conférence, tout comme lors des débats qui se déroulent dans de nombreux pays, les agriculteurs, les développeurs des projets et les investisseurs, nationaux et étrangers, paraissent afficher une volonté d'explorer les possibilités de développement des bioénergies sur ce continent.

Contacts: [martina.otto@unep.org](mailto:martina.otto@unep.org) et [moustaphakamal.queye@unep.org](mailto:moustaphakamal.queye@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### **Le partenariat entre l'Initiative EEB et l'Inde renforcé à l'événement de New Delhi du 13 octobre 2009**

Le Ministre d'Etat indien de l'environnement et des forêts, Shri Jairam Ramesh, a officiellement ouvert, le 13 octobre, à New Delhi, en Inde, le premier séminaire portant sur l'Economie des écosystèmes et de la biodiversité (EEB). Cet événement, organisé en partenariat avec l'Institut indien de gestion des forêts, a rassemblé un public varié composé de défenseurs indiens de l'environnement renommés, de responsables gouvernementaux et d'experts appartenant à divers organismes scientifiques du pays.

Le séminaire a permis de renforcer le partenariat entre l'EEB et le gouvernement indien. Les sujets traités, tels que l'économie de la biodiversité, le PIB des pauvres, la feuille de route pour Copenhague et l'instrument REDD-Plus (couvrant non seulement la REDD, mais aussi la conservation, la gestion durable des forêts et le renforcement du matériel forestier sur pied), ont eu une large résonance dans l'assemblée et ont suscité un grand intérêt, en particulier parmi les responsables forestiers et politiques. Les médias se sont fait l'écho des messages relatifs à la prise en compte de la nature dans le plan national de l'Inde jusqu'à 2015 et à l'inclusion des coûts de la perte des services rendus par les écosystèmes dans le PIB indien.

Suite aux discussions fructueuses sur l'internalisation des valeurs de la biodiversité et des écosystèmes dans les politiques et la planification ainsi que sur l'importance du capital naturel pour les zones urbaines, le séminaire a indiqué l'instauration d'une collaboration indienne au niveau de l'élaboration des résultats de l'étude EEB ainsi que d'une coopération plus poussée avec le gouvernement, les institutions et le peuple indiens.

Le Ministre a également annoncé le lancement, en Inde, du document de l'EEB « Climate Issues Update » et confirmé l'inclusion de la question de l'ensemble des couleurs du carbone dans le processus de négociation de Copenhague qui aura lieu en décembre 2009.

Contacts: [pavan@unep-wcmc.org](mailto:pavan@unep-wcmc.org), [mark.schauer@unep-teeb.org](mailto:mark.schauer@unep-teeb.org) et [georgina.langdale@unep-teeb.org](mailto:georgina.langdale@unep-teeb.org)

[retour au sommaire](#)

### **3ème Forum mondial de l'OCDE: « Statistiques, connaissances, politiques » 27-29 octobre 2009, Pusan, Corée**

Ce forum, composé de plusieurs sessions, a porté sur l'élaboration et l'application des indicateurs de progrès social. Le PNUE a été invité à faire une présentation sur les questions liées aux indicateurs de l'économie verte. Deux types d'indicateurs ont été soulignés: 1) un ensemble d'indicateurs de politiques (tels que les incitations fiscales, tarifaires et juridiques) visant à orienter les investissements vers les secteurs verts et 2) un ensemble d'indicateurs de performance (comme, par exemple, la part des investissements écologiques dans le total des investissements en capital, la quantité et la qualité des emplois dans les secteurs verts, l'accès des pauvres aux services environnementaux, tels que l'énergie propre et l'eau non polluée, et l'intensité de l'utilisation du carbone et des autres ressources par unité de production). Aussi bien les indicateurs de politiques que les indicateurs de performance peuvent être désagrégés au niveau sectoriel (on pense, par exemple, à la part de l'agriculture biologique dans le total de la production agricole).

Les médianes et les moyennes pourraient être estimées et utilisées comme critères de base à l'élaboration des politiques dans les différents types ou catégories d'économie. Aussi, les efforts déployés pour recueillir les données et établir les indicateurs restent-ils essentiels pour favoriser le passage à l'économie verte. Cependant, le recueil et la présentation des données et des renseignements doivent être soutenus par un engagement actif, y compris la mobilisation de la société, la conciliation des intérêts et l'instauration d'un dialogue au niveau international. Il importe donc que les statisticiens travaillent au coude à coude avec les acteurs politiques. En outre, les obstacles propres aux mesures à appliquer, tels que le financement, les technologies,

le commerce et les ressources humaines, doivent être éliminés. Le PNUE a conclu que, pris ensemble, les faits, l'engagement vis-à-vis des politiques à mettre en œuvre et le soutien pratique ont le plus de chance de conduire à des actes que les seuls données et indicateurs.

Contact: [fulai.sheng@unep.org](mailto:fulai.sheng@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### **« Toward a Sustainable Low Carbon Society-Green New Deal and Global Change » (Nouveau pacte vert mondial et changement mondial pour une société durable à faible intensité de carbone) 4-5 novembre 2009, Hokkaido, Japon**

Cette conférence a porté sur la confrontation de l'expérience internationale acquise en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques conformes au nouveau pacte vert. Le PNUE a été invité à prononcer un discours sur l'Initiative pour une économie verte qu'il pilote, y compris les travaux sur le nouveau Pacte vert mondial. L'économie verte a été présentée comme une économie qui repose sur les investissements, la consommation, les dépenses publiques et le commerce « verts » dans le but de parvenir à la stabilité écologique, notamment la stabilité du climat, à la baisse de la pauvreté et de la vulnérabilité ainsi qu'à une plus grande équité.

L'Initiative pour une économie verte comporte toute une série de produits et de services, y compris une note d'orientation sur le nouveau Pacte vert mondial qui exhorte les gouvernements à accroître les investissements écologiques pour répondre aux multiples crises auxquelles l'humanité est confrontée. Les messages délivrés par celui-ci englobent: a) le placement des investissements verts au centre de l'ensemble des mesures d'incitation fiscales, b) l'inclusion de l'allocation des investissements verts dans le budget ordinaire des gouvernements, c) la mise en place de conditions favorables au niveau national, à l'exemple de la réforme des subventions perverses, de l'adoption et de l'application des lois et des normes environnementales ainsi que du renforcement des capacités et de la formation en matière de compétences environnementales et d) la garantie de conditions favorables au niveau international, telles que l'élimination des obstacles au commerce des biens et services environnementaux et la mise en place de régimes de droits de propriété intellectuelle favorisant la diffusion rapide des technologies propres.

Les spécialistes chinois, sud-coréens, allemands, japonais et américains ont également confronté leurs expériences nationales respectives.

Contact: [fulai.sheng@unep.org](mailto:fulai.sheng@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### **Forum international sur l'économie verte en Chine 6-7 novembre 2009, Beijing, Chine**

Le PNUE et le Ministère chinois de la protection de l'environnement ont organisé un Forum international, les 6 et 7 novembre 2009, à Beijing, visant à faciliter l'échange des connaissances et de l'expérience acquises sur les économies vertes entre les spécialistes chinois et internationaux. Le Forum, organisé sous les auspices communs de GTZ, de l'ONG américaine *Environmental Defence Fund* (Fonds de défense de l'environnement) et de *The Nature Conservancy*, a rassemblé environ 100 experts, y compris des représentants du Groupe international pour la gestion durable des ressources, le BIT, l'ONUDI, l'UNESCO, le PNUD et d'autres agences des Nations Unies.

Le lien entre l'économie verte, en tant que concept global, et les concepts connexes, comme l'économie à faible intensité de carbone et l'économie circulaire, a constitué le thème principal du forum.

Les experts ont présenté les perspectives sectorielles se rapportant à l'énergie, aux processus industriels, aux métaux, aux villes et aux bâtiments, à l'agriculture, aux forêts et à la gestion des déchets. Un énorme travail d'analyse a déjà été réalisé dans ces domaines en Chine et au niveau international, y compris dans le cadre du *Resource Panel*, fournissant une base solide à de nouvelles recherches sur l'économie verte. Il a été soutenu que la plus grande partie de ce travail était axée sur « l'environnementalisation » des modes de production et de consommation existants et que d'autres recherches sur la manière dont cette environnementalisation pouvait contribuer au développement socioéconomique étaient également nécessaires.

Les experts ont également examinés les problèmes de fond et les instruments pour y remédier, tels que la taxe carbone, le crédit écologique, la responsabilité environnementale, l'étiquetage écologique (écolabélisation), l'éducation et la formation en matière d'emplois verts. Les participants ont reconnu la nécessité de renforcer la capacité d'innovation et de prendre en considération le rôle des politiques économiques, comme les politiques fiscales et les régimes commerciaux, pour favoriser le passage à l'économie verte.

Les résultats du Forum guideront la teneur du rapport général sur l'économie verte de la Chine en cours d'établissement par le Centre de recherche en politiques pour l'environnement et l'économie (*Policy Research Centre for Environment and Economy*)

du Ministère de la protection de l'environnement (dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2009). Prenant appui sur les résultats du Forum, le Ministère chinois de la protection de l'environnement, le PNUE et d'autres partenaires s'efforcent actuellement de définir la prochaine phase de l'Initiative pour une économie verte en Chine. Les travaux futurs pourraient porter sur la quantification des avantages socioéconomiques des investissements écologiques dans des secteurs et localités spécifiques, sur l'articulation de la mise en œuvre de mesures particulières pouvant accélérer le passage à l'économie verte, sur la manière de faire passer les messages ainsi que sur l'intégration de recommandations dans le plan de développement quinquennal 2011-2015 de la Chine.

Pour de plus amples renseignements sur l'Initiative pour une économie verte: [www.unep.org/greeneconomy/](http://www.unep.org/greeneconomy/)

Contact: [fulai.sheng@unep.org](mailto:fulai.sheng@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### **1ère réunion d'examen du Rapport sur l'économie verte 17-18 novembre 2009, Genève, Suisse**

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ainsi que d'autres agences-sœurs des Nations Unies et les groupes de la société civile traduisent actuellement dans les faits l'Initiative mondiale pour une économie verte. L'objectif est d'inciter les gouvernements et les entreprises à augmenter de manière significative les investissements écologiques en tant que moteur de la reprise économique et de la croissance durable, de la création d'emplois décents et de la réduction de la pauvreté au cours du XXIe siècle.

Un des principaux résultats de cette Initiative réside dans l'établissement d'un Rapport sur l'économie verte ayant pour objectif de présenter des arguments macroéconomiques en faveur des investissements écologiques en prenant appui sur la recherche et les instruments d'analyse, les examens, les prévisions et les recommandations stratégiques effectués sur le plan de l'essor des principaux secteurs verts, à l'exemple des technologies en matière d'énergies renouvelables et de l'agriculture durable, aussi bien aux niveaux mondial, régional que national.

Le PNUE vient juste d'organiser, en lien avec l'élaboration du rapport, une réunion des auteurs chargés de coordonner leurs chapitres respectifs et dont les institutions collaborent avec le PNUE dans le souci de mobiliser la capacité intellectuelle mondiale à l'établissement de ce document. Cette réunion, qui s'est tenue les 17 et 18 novembre 2009, à Genève, s'inscrit dans le prolongement de l'atelier sur le Rapport sur l'économie verte qui a eu lieu en avril 2008.

Les objectifs de l'événement de novembre étaient: 1) de présenter les versions préliminaires des chapitres ainsi que le plan annoté de ceux-ci, 2) de permettre aux coordinateurs des chapitres d'interagir de façon substantielle sur la structure et le contenu de leurs chapitres respectifs ainsi que les méthodes utilisées, 3) d'identifier les domaines susceptibles de faire l'objet d'un échange d'idées fructueux et 4) d'assurer l'homogénéité de l'ensemble du rapport en raison du démarrage de la phase d'écriture.

Pour de plus amples renseignements sur l'Initiative pour une économie verte: [www.unep.org/greeneconomy/](http://www.unep.org/greeneconomy/)

Contact: [fulai.sheng@unep.org](mailto:fulai.sheng@unep.org)

[retour au sommaire](#)

## **2. Commerce durable**

### **Commerce, urbanisation et environnement 29-30 octobre 2009, Beijing, Chine**

Cette conférence s'est penchée sur les questions du commerce et de l'urbanisation dans le contexte du changement climatique. Le PNUE a été invité à prendre la parole sur les relations entre le commerce et le changement climatique sur la base de la publication élaborée conjointement par le PNUE et l'OMC sur ce sujet. Le principal impact du changement climatique sur le commerce inclut les modifications des modes de production agricole et l'accès à l'eau, le changement du niveau de viabilité des écosystèmes soutenant le tourisme, la sylviculture et la pêche, les dégâts causés aux infrastructures commerciales, à l'exemple des ports par suite de la montée du niveau de la mer, et l'émergence de nouvelles voies commerciales. L'impact du commerce sur le changement climatique est généralement analysé par l'examen 1) des effets d'échelle (à savoir qu'un niveau d'activité économique plus grand conduit à des émissions élevées de gaz à effet de serre), 2) les effets de composition (c'est-à-dire les modifications des structures de production en raison de l'ouverture du commerce; néanmoins, la question de savoir si, oui ou

non, les changements augmenteront les émissions de gaz à effet de serre dépend des nouveaux avantages comparatifs des pays en question) et 3) les effets techniques (c'est-à-dire les améliorations apportées aux méthodes de production par suite de l'ouverture du commerce, généralement considérées comme la stratégie commerciale principale pour atténuer le changement climatique). D'une manière générale, les effets d'échelle ont tendance à primer sur les autres effets.

L'étude réalisée conjointement par le PNUE et l'OMC est également arrivée à la conclusion selon laquelle l'ouverture du commerce peut concourir à l'amélioration de l'état de l'environnement dans les pays développés mais à sa dégradation dans les pays en développement, étant donné les différences de capacités des pays en matière d'innovations technologiques. Les messages-clés de la présentation du PNUE ont porté sur: a) la création de l'égalité des conditions pour le développement et la diffusion de biens, technologies et services verts, b) l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles et c) la clarification des relations juridiques entre les règles de l'OMC en place et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). Le principal problème soulevé au cours des discussions par les experts chinois a concerné la possible application de l'ajustement fiscal à la frontière, pouvant être autorisé, d'après le rapport établi conjointement par le PNUE et l'OMC, au titre des règles de cette dernière. Les experts chinois se sont dits préoccupés par les incidences commerciales négatives de l'ensemble des mesures susmentionnées.

Contact: [fulai.sheng@unep.org](mailto:fulai.sheng@unep.org)

[retour au sommaire](#)

## **Brevets et énergie propre: jeter un pont entre les données scientifiques et les politiques; un premier regard porté sur la méthodologie et les résultats**

### **1er décembre 2009, Genève, Suisse**

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Office européen des brevets (EOB) et le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) ont convoqué une réunion pour présenter leur étude conjointe sur les brevets et les technologies énergétiques propres lors du Symposium sur le commerce et le développement qui a eu lieu à Genève.

La question du rôle des brevets dans le développement et le transfert des technologies énergétiques propres pour faire face au changement climatique a fait l'objet de débats passionnés dans le cadre de la préparation du terrain pour la 15e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu, en décembre 2009, à Copenhague, Danemark (COP-15). Bien qu'il y ait de plus en plus de recherches et d'analyses dans ce domaine, le manque de données empiriques demeure pour garantir la prise de décisions objectives reposant sur des informations appropriées.

Dans ce contexte, les 3 organisations ont entrepris une étude qui analyse et compile les informations sur les brevets par rapport au développement et au transfert des technologies énergétiques propres. Le rapport de synthèse paraîtra au printemps 2010.

Les principaux objectifs de l'étude sont:

- de mettre au point une méthodologie qui constitue un instrument solide pour analyser le rôle des brevets dans le développement et le transfert des technologies énergétiques propres,
- d'entreprendre une enquête sur les modalités d'octroi des licences par rapport aux technologies énergétiques propres des pays industrialisés et en développement,
- d'éclairer les discussions actuelles et les initiatives en cours sur le transfert des technologies énergétiques propres, notamment la réunion imminente de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) précitée.

L'étude consiste en trois étapes principales: 1) le recensement des principales technologies énergétiques propres validées par les experts du GIEC, 2) une analyse du « paysage des brevets » qui a permis d'identifier les principales tendances en matière de brevetage et 3) une enquête mondiale sur les modalités d'octroi des licences d'environ 160 entreprises, établissements universitaires et autres organisations ayant des activités dans le domaine des énergies propres.

Une analyse des résultats de l'étude est actuellement en cours dans le but de parvenir à des propositions et à des recommandations reposant sur des données fiables.

Contact: [benjamin.simmons@unep.org](mailto:benjamin.simmons@unep.org)

[retour au sommaire](#)

## Démarrage de la phase de mise en œuvre de l'Initiative Commerce et Biodiversité du PNUE dans 5 pays ACP

Dans le cadre de l'Initiative Commerce et Biodiversité du PNUE, 5 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), à savoir la Jamaïque, l'Ouganda, Madagascar, l'île Maurice et le Cameroun, ont commencé à mettre en œuvre les recommandations stratégiques découlant de l'évaluation intégrée des politiques liées au commerce et à la biodiversité dans le secteur agricole. Prenant appui sur les compétences développées au cours de la première phase des projets ainsi que les connaissances acquises et les partenariats constitués durant cette même phase, ces pays ont commencé à s'engager dans les activités suivantes:

- la communication des résultats des études sur les évaluations intégrées au niveau national, au moyen de l'organisation d'événements ciblés, de la diffusion de brèves et de l'utilisation des médias,
- l'établissement de nouveaux programmes de formation sur l'évaluation intégrée au niveau national, conçus à l'intention des différents groupes de responsables de l'élaboration des politiques,
- la sélection des politiques, des politiques connexes, des décrets, des lois et des procédures d'évaluation mises en place dans le but d'obtenir l'intégration des aspects relatifs à la biodiversité,
- le développement des systèmes agricoles qui soutiennent la conservation ou l'utilisation durable de la biodiversité (grâce à la formation sur les pratiques de gestion durables, la conception de plans d'utilisation des terres stratégiques et sectoriels et la mise au point des normes de durabilité).

Ces activités viennent éclairer celles en cours au niveau national en Ouganda, à l'île Maurice, à la Jamaïque et à Madagascar pour appliquer les accords de partenariat ACP-UE. Les résultats finaux de l'Initiative Commerce et Biodiversité devraient être présentés lors de l'atelier de diffusion des informations qui devrait avoir lieu à Genève, en mars 2010.

Pour de plus amples renseignements: <http://www.unep.ch/etb/areas/biodivAgriSector.php>

Contact: [vera.weick@unep.org](mailto:vera.weick@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### 3. Subventions aux pêcheries

#### Nouvelle publication du PNUE sur la certification et la pêche responsable: « Certification and Sustainable Fisheries »

La certification et l'étiquetage écologique ont pris beaucoup d'ampleur au cours de ces dernières années. Cette nouvelle publication du PNUE porte sur les avantages apportés et les défis posés par les systèmes de certification des captures à l'ensemble des acteurs impliqués, des pêcheurs aux détaillants.

En plus de fournir un examen approfondi de plusieurs systèmes de certification et des obstacles rencontrés en la matière, cette publication présente sommairement les politiques d'achats se rapportant à la certification d'un large éventail de chaînes de détaillants et s'intéresse à la découverte des raisons pour lesquelles il n'y pas davantage de pêcheries certifiées. Elle souligne également les approches possibles pour accroître la certification dans les pays en développement et fait des recommandations pour les activités futures du PNUE en ce qui concerne la certification et l'éco-étiquetage des produits halieutiques marins.

Pour une présentation succincte d'une page.

Contact: [anja.moltke@unep.org](mailto:anja.moltke@unep.org)

[retour au sommaire](#)

#### Nouveau court-métrage du PNUE: « Caught Out...The Way Forward For Fisheries Subsidies »

Le Service économie et commerce (SEC) du PNUE vient de sortir un nouveau film documentaire intitulé « Caught Out...The Way Forward for Fisheries Subsidies » qui se penche sur le problème de la surpêche et les approches mises en œuvre pour rendre la pêche plus responsable, en particulier grâce à la réforme des subventions aux pêcheries. A cet égard, les négociations en cours à l'OMC visant à améliorer et à clarifier les règles sur les subventions aux pêcheries sont identifiées comme une voie importante pour lutter contre la surpêche.

Le film peut être visionné à l'adresse Web suivante: <http://www.unep.ch/etb/areas/fisherySub.php>

Contact: [anja.moltke@unep.org](mailto:anja.moltke@unep.org)

[retour au sommaire](#)

**Réunion informelle sur les critères de durabilité à appliquer aux subventions aux pêcheries dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes: « Sustainability Criteria for Fisheries Subsidies: The Latin American and the Caribbean Context »  
23 septembre 2009, Genève, Suisse**

La Commission permanente pour le Pacifique Sud (CPPS), en collaboration avec le PNUE et le WWF, a organisé une réunion informelle sur les critères de durabilité à appliquer aux subventions aux pêcheries dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes (« Sustainability Criteria for Fisheries Subsidies: The Latin American and the Caribbean Context »). L'événement a eu lieu dans les locaux de l'OMC, à Genève, le 23 septembre 2009, et faisait suite à la réunion tenue au Guayaquil, Equateur, les 29 et 30 juillet 2009. Il a rassemblé les responsables de la pêche et du commerce de la région de l'Amérique latine afin d'examiner plus particulièrement le principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et les critères de durabilité à appliquer aux subventions aux pêcheries qui seraient dispensées d'une possible interdiction de l'OMC. La nouvelle étude de cas réalisée conjointement par le PNUE et la CPPS sur le thème de l'impact des subventions aux pêcheries sur la durabilité et le commerce du thon en Equateur (« Impact of fisheries subsidies on tuna sustainability and trade in Ecuador ») a également été présentée et examinée lors de cette réunion.

Contact: [anja.moltke@unep.org](mailto:anja.moltke@unep.org)

[retour au sommaire](#)

**Événement: projection du film intitulé « The End of the Line » et du nouveau court métrage du PNUE  
25 septembre 2009, Genève, Suisse**

Le film « The End of the Line » et le nouveau court-métrage du PNUE « Caught Out... The Way Forward for Fisheries Subsidies » ont été présentés à Genève, le 25 septembre 2009, aux spécialistes des subventions aux pêcheries, aux négociateurs commerciaux de l'OMC et au public. L'événement a été organisé par le PNUE, en collaboration avec le WWF et l'Etat de Genève. L'objectif en montrant ces deux films était d'informer le public et les responsables de l'élaboration des politiques sur le traitement affligé à nos océans et ce qui peut être fait pour y remédier. L'événement a également attiré l'attention sur les négociations en cours à l'OMC et l'importance qu'il y a à parvenir rapidement à un consensus sur les nouvelles règles sur les subventions aux pêcheries.

De plus amples renseignements sur l'événement peuvent être trouvés [ici](#)

Contact: [anja.moltke@unep.org](mailto:anja.moltke@unep.org)

[retour au sommaire](#)

## 4. Evaluation intégrée

### Collaboration conjointe entre le PNUE et l'Université Aydin d'Istanbul, Turquie

Le principal objectif des efforts conjointement déployés par le PNUE et l'Université Aydin d'Istanbul est de renforcer les capacités nationales, régionales et internationales à utiliser l'évaluation intégrée comme un instrument parmi d'autres pour promouvoir et faciliter le passage à l'économie verte. Pour ce faire, l'Université, en collaboration avec le PNUE, se consacrera notamment à la réalisation des activités suivantes:

- intégrer l'évaluation environnementale et l'évaluation intégrée dans ses programmes d'études (pour étudiants de licence, de 3<sup>e</sup> cycle et de formation continue) et dans diverses disciplines sectorielles comme une condition nécessaire pour le passage à l'économie verte,
- conduire des recherches, des études sur le terrain, des examens, des consultations et des séances de brainstorming avec les experts et les praticiens pluridisciplinaires sur la façon de faire de ces évaluations des outils efficaces de

facilitation à ce passage,

- organiser des ateliers de formation, des séminaires et des conférences promouvant l'évaluation environnementale et l'évaluation intégrée,
- étayer l'ensemble des observations et des enseignements pertinents donnés par les praticiens et les experts pouvant s'avérer utile à intégrer dans l'élaboration d'outils et d'instruments plus efficaces qui concourent au passage à l'économie verte,
- fournir un appui technique à l'élaboration des manuels techniques et des documents établis par le PNUE, y compris l'examen et la contribution aux différents chapitres du Rapport sur l'Economie verte en cours d'établissement par le PNUE ainsi que la diffusion de publications, de manuels et de rapports.

Pour de plus amples renseignements sur l'Université: [www.aydin.edu.tr](http://www.aydin.edu.tr)

Contact: [hussein.abaza@unep.org](mailto:hussein.abaza@unep.org) et [vera.weick@unep.org](mailto:vera.weick@unep.org)

[retour au sommaire](#)

### **30e Conférence annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts (IAIA-AIEI) sur le passage à l'économie verte (« Transitioning to the Green Economy ») 6-11 avril 2010, Genève, Suisse**

Le PNUE est l'hôte de la 30e Conférence annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts (IAIA-AIEI) de 2010. La conférence traitera du rôle de l'évaluation d'impacts dans le passage à l'économie verte. Son objectif est de donner aux responsables de l'élaboration des politiques les outils permettant de les aider à répondre aux crises mondiales et à obtenir le soutien nécessaire à l'application de stratégies alternatives novatrices et crédibles.

La Conférence de l'IAIA-AIEI de 2010 portera principalement sur les secteurs réunissant de nombreuses conditions pour bénéficier d'investissements écologiques durables: l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les villes et le transport. Les investissements écologiques dans ces domaines peuvent constituer une stratégie de réponse immédiate aux crises mondiales actuelles: financière, alimentaire, énergétique et climatique. Les échanges et les résultats de la Conférence contribueront aux initiatives en cours, y compris celles poursuivies par d'autres organisations, sur la manière dont l'évaluation d'impacts peut le mieux garantir aux investissements écologiques dans l'ensemble de ces 5 secteurs de recevoir toute l'attention voulue.

La conférence s'adresse aux responsables de l'élaboration des politiques et aux décideurs, aux dirigeants d'entreprise et industriels, aux directeurs de fondation, aux praticiens et aux utilisateurs de l'évaluation intégrée, aux éducateurs, aux formateurs, aux étudiants et à tout autre individu s'intéressant à l'évaluation d'impacts.

De plus amples renseignements sur la Conférence de l'IAIA de 2010 sont disponibles sur le site Web de cette dernière: <http://www.iaia.org/iaia10>

Voir également le dernier bulletin de l'IAIA

Contact: [derek.eaton@unep.org](mailto:derek.eaton@unep.org)

[retour au sommaire](#)

## **5. Agriculture biologique**

### **Intérêt mondial porté au premier cours de formation en ligne sur la production et l'exportation fructueuses de produits biologiques**

Le premier cours de formation jamais donné en ligne sur la production et l'exportation fructueuses de produits biologiques, lancé, le 2 novembre 2009, par le PNUE et la CNUCED, sous les auspices de l'Equipe spéciale PNUE-CNUCED chargée du renforcement des capacités en matière de commerce, d'environnement et de développement (ESRP), a reçu plus de 600 candidatures provenant de 80 pays et régions.

Le commerce des aliments et des boissons biologiques a dépassé la barre annuelle de 50 milliards de \$US en 2008 et, malgré

le ralentissement économique et la crise financière, le pourcentage de croissance du marché pour les produits alimentaires biologiques est le plus élevé dans le secteur alimentaire. En parallèle, le marché du coton biologique, qui atteignait seulement 241 millions de \$EU en 2001, franchissait la barre des 5 milliards de \$US en 2008. La demande pour les produits biologiques récoltés/prélevés à l'état sauvage et les produits de beauté fabriqués avec des ingrédients biologiques augmente également de manière exponentielle. L'ensemble de ces produits, qui bénéficient d'une majoration des prix de vente élevée, garantit aux agriculteurs et autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement des revenus plus importants. Par exemple, en Ouganda, les agriculteurs gagnent jusqu'à 180 pour cent de plus en produisant du gingembre biologique par rapport au gingembre produit avec les méthodes de l'agriculture traditionnelle.

Du point de vue environnemental, l'agriculture biologique et biodynamique utilise 20 à 56 pour cent en moins d'énergie par unité produite de matière sèche et émet 48 à 60 pour cent en moins de CO<sub>2</sub> par hectare par rapport aux exploitations agricoles traditionnelles. L'efficacité de la séquestration du carbone dans les systèmes d'agriculture biologique dans les climats tempérés est presque le double de celle obtenue avec des pratiques traditionnelles dans ces mêmes pays.

Malgré les possibilités d'accès aux marchés, les pays et les entreprises ont du mal à bénéficier de ces possibilités environnementales et d'exportations. Le cours a pour objectif de renforcer la capacité des participants à comprendre ce qu'est l'agriculture biologique et ses avantages, et de leur permettre de surmonter les obstacles liés à la production et à l'exportation de produits agricoles biologiques. Il fournit également des conseils progressifs en matière de conversion à l'agriculture biologique et de contrôle des standards d'assurance qualité aux fins de répondre aux normes et exigences de certification nécessaires à l'accès aux marchés locaux et international.

Cette formation, dont les renseignements sont disponibles à l'adresse Web: <http://www.unitar.org/pft/cbtf>, aura lieu du 2 au 27 novembre 2009.

Contact: [asad.naqvi@unep.org](mailto:asad.naqvi@unep.org)

[retour au sommaire](#)

**Le bulletin électronique du PNUE-SEC est une publication trimestrielle du Service économie et commerce (SEC) de la Division Technologie, Industrie et Economie (DTIE) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).**

**Pour arrêter de recevoir ce bulletin, cliquer sur: [www.unep.ch/etb/unsubscribe.php](http://www.unep.ch/etb/unsubscribe.php), puis suivre les instructions.**

**Pour tout commentaire ou question à propos de ce bulletin, prière de contacter: [desiree.leon@unep.ch](mailto:desiree.leon@unep.ch)**

---

*Hussein Abaza*  
*Chef du Service économie et commerce (SEC)*  
*Division Technologie, Industrie et Economie (DTIE)*  
*Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)*  
*11-13, chemin des Anémones*  
*CH-1219 Châtelaine, Genève*  
*Suisse*  
*Tél.: +41 22 917 8179*  
*Fax: +41 22 917 8076*  
*Email: [hussein.abaza@unep.ch](mailto:hussein.abaza@unep.ch)*  
*Site Internet: [www.unep.ch/etb](http://www.unep.ch/etb)*